



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™

Aider les familles. Protéger les enfants.

Rapport de valeur sociale 2010–2011

AIDER LES FAMILLES. PROTÉGER LES ENFANTS.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Andrew Stibbard • **Président**
John Wiens • **Président élu**
Kathie King • **Vice-présidente**
Al Scott • **Vice-président**
Brian Brown • **Trésorier**
Janet Sigurdson • **Secrétaire**
Al Baronas
Lorne Hagel
Solange Lavack
Debbie Lindsay
Gerry Miller
Sue Snider
Michael Susser
Brian Tario

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. est un organisme sans but lucratif voué à la protection personnelle des enfants. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré au Canada (BN # 106913627 RR0001). Notre organisme tire son financement de la générosité de donateurs individuels, d'entreprises, d'organismes, de gouvernements et de fondations. Si vous souhaitez faire un don au Centre canadien de protection de l'enfance ou travailler de concert avec nous, veuillez communiquer avec notre siège social.

ÉQUIPE DE DIRECTION

Lianna McDonald • **Directrice générale**
Signy Arnason • **Directrice, Cyberaide.ca**
Noni Classen • **Directrice, Éducation**
Christy Dzikowicz • **Directrice, EnfantsPortesDisparus.ca**
Tracey Krause • **Directrice, Finances et Administration**
Tish Best • **Directrice, Communications**
Monique St. Germain • **Avocate-conseil**



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™
Aider les familles. Protéger les enfants.

615, chemin Academy • Winnipeg (Manitoba) • R3N 0E7
Téléphone : 204 945-5735 • Ligne sans frais : 1 800 532-9135 • Fax : 204 948-2461
Courriel : info@protegeonsnosenfants.ca
Site internet : protegeonsnosenfants.ca

Enfants avertis et Cyberaide.ca; CENTRE CANADIEN DE PROTECTION DE L'ENFANCE, Une porte grande ouverte, Priorité Jeunesse et EnfantsPortesDisparus.ca; et CyberJulie, Martin ne sort pas seul, EDUCATIONtextuelle.ca, Tatïe se confie, Agir avec intelligence, assurance et prudence, Respecte-toi et MECC sont respectivement des marques déposées, des marques de commerce et des marques non déposées du Centre canadien de protection de l'enfance inc. Toutes les autres marques de commerce et dénominations commerciales citées dans le présent rapport de valeur sociale sont utilisées avec l'autorisation de leurs détenteurs.



table des matières

6 Avant-propos

→ **MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE
ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL**

8 Un monde soucieux de la protection et de la sécurité des enfants

→ **QUI NOUS SOMMES**

→ **NOTRE MISSION**

→ **NOS CHAMPS D'ACTION**

10 La centrale canadienne de signalement : réduire les cas d'exploitation sexuelle d'enfants

18 EnfantsPortesDisparus.ca : soutenir les recherches d'enfants disparus

22 Partenaires pour la protection de l'enfance

→ **PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX
ET POLICIERS**

→ **PARTENAIRES FONDATEURS**

→ **SOUTIEN ESSENTIEL DU SECTEUR PRIVÉ**

24 Sensibiliser la population à la sécurité personnelle et à l'exploitation sexuelle des enfants

→ **ENFANTS AVERTIS**

→ **PRIORITÉ JEUNESSE**

→ **ÉDUCER LES ENFANTS EN BAS ÂGE**

→ **AIDER LES PARENTS À PROTÉGER
LEURS ENFANTS**

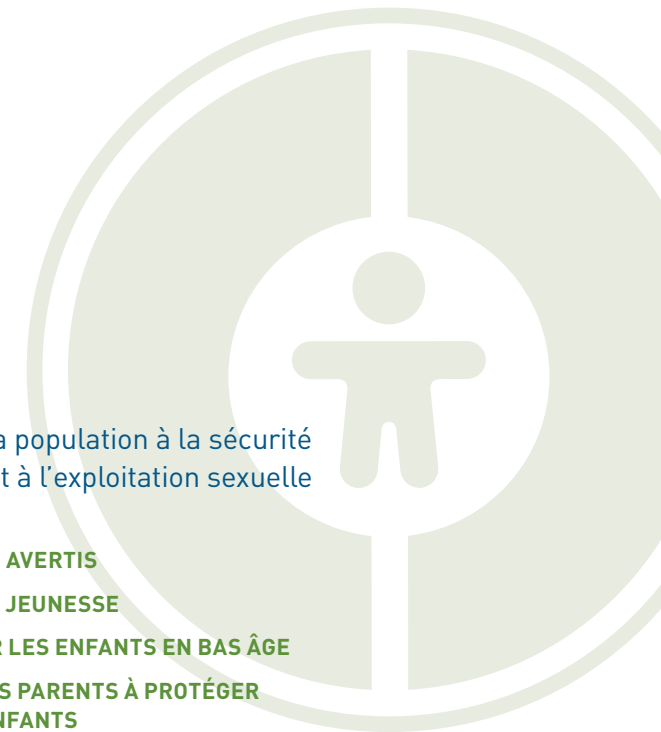
36 Représenter et promouvoir la cause des enfants disparus et exploités sexuellement

→ **REPRÉSENTATION AU NIVEAU NATIONAL**

→ **GRANDS ÉVÉNEMENTS NATIONAUX**

40 États financiers

41 Remerciements particuliers à nos alliés



avant-propos

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Depuis 25 ans, notre organisme n'a jamais cessé d'affirmer que la protection de l'enfance doit être une priorité, et nous avons continué de le faire en 2010–2011. Nous avons commencé l'année en célébrant notre vingt-cinquième anniversaire et l'avons achevée avec un bilan plus étoffé que jamais de réalisations et d'activités nouvelles.

En portant un regard sur ce jalon important, nous ne pouvons passer sous silence les nombreux partenaires qui ont soutenu notre organisme au fil des ans et qui nous ont aidés à véhiculer notre message auprès d'un nombre incalculable de familles et d'enfants. C'est grâce à ces partenariats que nous atteignons nos objectifs et que nous sommes devenus des piliers dans le domaine de la protection de l'enfance.

L'exercice financier 2010–2011 s'est déroulé sous le signe d'importants changements et de grandes avancées pour le Centre canadien de protection de l'enfance. Nous avons fait honneur à nos débuts, quand nous portions le nom de Child Find Manitoba, en préparant le lancement d'EnfantsPortesDisparus.ca. Ce nouveau programme nous permet d'étendre nos services spécialisés dans les cas de disparition d'enfant aux familles éprouvées de tout le Canada. EnfantsPortesDisparus.ca offre à la population canadienne un centre novateur de ressources sur les enfants disparus où les familles éprouvées trouveront l'appui soutenu et coordonné qu'elles méritent, au moment où elles en ont le plus besoin.

Notre premier programme national, Cyberaide.ca, continue de grandir et de marquer directement la vie des familles et la sécurité des communautés canadiennes. Cette année, Cyberaide.ca a reçu 8 651 signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants venant de la population canadienne (10 %

de plus que l'an passé); ces signalements ont mené à au moins 12 arrestations policières et à la prise en charge de nombreux enfants en situation d'abus. Notre travail de prévention des abus et d'éducation du public a aussi des effets dans les foyers canadiens, puisque Cyberaide.ca a cumulé plus d'un million de pages vues sur son site internet. Nous nous attachons en outre à limiter l'accès à des sites internet préjudiciables au Canada via l'initiative Cleanfeed Canada; au cours de la dernière année, 2 092 adresses URL différentes ont été inscrites sur la liste de filtrage.

Grâce à notre collaboration avec les éducateurs et les enseignants, nous produisons du matériel de sensibilisation de qualité exceptionnelle pour mieux protéger les enfants du Canada dès l'âge de 4 ans. Notre matériel de sensibilisation à la sécurité personnelle est adapté à l'âge des enfants et réduit la vulnérabilité des enfants aux abus sexuels. Cette année, nous avons publié la 2^e édition du programme Enfants avertis et l'avons offert par niveaux scolaires, ce qui en rehausse la valeur et l'accessibilité pour les écoles qui n'ont pas besoin du programme entier de la maternelle à la 9^e année. Plus de 1 600 exemplaires du programme Enfants avertis ont été distribués en 2010–2011, et la Nouvelle-Écosse a rendu le programme obligatoire dans toutes ses écoles.

L'un des effets les plus sentis du programme est probablement le fait qu'il donne aux enfants la force de révéler les abus dont ils sont victimes et aux enseignants, des moyens de réagir efficacement à de telles révélations. Nous avons en effet appris que plusieurs enfants ont fait des révélations à leurs enseignants à la suite de leçons d'Enfants avertis. Au cours de la dernière année, par exemple, une jeune fille de 8^e année a révélé à une enseignante qu'elle se faisait abuser par le copain de sa mère, et un garçon de 4^e année a révélé à son enseignant qu'il était victime d'abus par un autre jeune de son école. Ce type de commentaires d'enseignants montre à quel point le programme Enfants avertis est un instrument indispensable pour les écoles du Canada.

Cette année, nous avons distribué des exemplaires du programme Priorité Jeunesse à plus de 12 000 organismes de services à l'enfance. Ce programme outille les organismes pour se doter de politiques de vérification des antécédents et de protection de l'enfance afin de former leurs bénévoles et leur personnel et d'en venir à offrir aux enfants un milieu sûr et harmonieux. Au cours de la dernière année, des organismes de toute sorte comme des garderies, des corps policiers, des ministères fédéraux et provinciaux et des colonies de vacances pour enfants ont attesté que Priorité Jeunesse avait pour effet de mieux protéger les enfants contre les risques de maltraitance.

Nous croyons fermement que nos valeurs de bienveillance, d'excellence, d'innovation et de protection sont étroitement liées à celles des familles et des enfants du Canada que nous aidons. De plus, nos partenariats avec des personnalités bien en vue mettent en évidence notre rôle inestimable pour la société canadienne : avec M^{me} Laureen Harper, nous avons fait la promotion d'EDUCATIONtextuelle.ca; avec le chef de police de Toronto, William Blair, nous avons conclu un partenariat pour Priorité Jeunesse; avec le premier ministre, Stephen Harper, et le ministre de la Justice, Robert Nicholson, nous avons lancé EnfantsPortesDisparus.ca. Il est clair que les dirigeants canadiens endossent nos valeurs et notre mission de

réduire la maltraitance des enfants. Nous les remercions d'avoir accepté d'être nos partenaires afin de protéger encore plus d'enfants canadiens que jamais auparavant.

Outre les nombreuses réalisations de la dernière année, d'autres développements annoncent une prochaine année sous le signe de l'innovation. Cyberaide.ca a enregistré une augmentation marquée du nombre de signalements d'auto-exploitation et d'exploitation par les pairs, ce qui a entraîné la création d'un projet visant à offrir aux familles, aux écoles et à la police des outils qui leur permettraient de réagir efficacement à ces nouveaux cas d'exploitation d'enfants. En réalisant des études exhaustives sur le leurre par Internet, la sexualisation d'enfants mannequins et les enlèvements et les meurtres d'enfants, nous pourrions conseiller les pouvoirs publics, l'industrie, la police et les organismes de services aux victimes en matière de politique et de programmes liés à la protection des enfants contre la maltraitance. Nous cherchons également à accroître notre valeur sociale auprès de la population canadienne en mobilisant des bénévoles autour d'une plateforme virtuelle innovatrice. Et ce ne sont là que quelques-uns des projets de l'année à venir.

Nous croyons sincèrement que tous les enfants méritent de grandir dans la sécurité et la joie et à l'abri des abus et de l'exploitation. Continuons de miser sur la collaboration, et nous créerons un monde soucieux de la protection et de la sécurité des enfants. Encore une fois, merci à tous les partenaires qui nous ont accompagnés au cours des 25 dernières années. C'est grâce à votre soutien que nous obtenons des résultats tangibles pour la protection des enfants de tout le Canada, jour après jour.

Lianna McDonald

DIRECTRICE GÉNÉRALE
CENTRE CANADIEN DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Andrew Stibbard

PRÉSIDENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION



un monde soucieux de la
protection et de la sécurité
des enfants

QUI NOUS SOMMES

Le Centre canadien de protection de l'enfance est un organisme caritatif voué à la sécurité personnelle des enfants. Notre but est de prévenir la maltraitance des enfants en offrant des programmes et des services à la population canadienne.

NOTRE MISSION

- Réduire les cas de disparition et d'exploitation sexuelle d'enfants
- Sensibiliser la population à la sécurité personnelle et à l'exploitation sexuelle des enfants
- Soutenir les recherches d'enfants disparus
- Représenter et promouvoir la cause des enfants disparus ou exploités sexuellement

→ Notre but est de prévenir la maltraitance des enfants en offrant des programmes et des services à la population canadienne.

NOS CHAMPS D'ACTION

Le Centre canadien de protection de l'enfance :

- offre des programmes visant à renforcer la sécurité personnelle des enfants et à les protéger contre les risques d'exploitation sexuelle;
- protège les enfants des mauvais traitements via des programmes de sensibilisation et de prévention à destination des enfants, des familles, des écoles et des collectivités locales;
- reçoit et trie des signalements de pornographie juvénile, de leurre par internet, de tourisme pédophile et de prostitution d'enfants;
- compile des données détaillées sur les dernières tendances de la maltraitance des enfants et élabore des formations et des programmes visant à réduire les risques;
- soutient les recherches d'enfants disparus et reçoit des informations du public concernant des enfants disparus;
- représente la cause des enfants disparus et exploités sexuellement;
- fait avancer la recherche sur les mesures à prendre pour renforcer la sécurité des enfants;
- coordonne l'action pancanadienne en matière de protection de l'enfance en collaboration avec les organismes sans but lucratif, les pouvoirs publics, l'industrie, la force publique, le personnel enseignant et les familles.



la centrale canadienne de signalement : réduire les cas d'exploitation sexuelle d'enfants

Jour après jour, au Canada comme partout dans le monde, des enfants sont victimes d'exploitation sexuelle. Ces actes de maltraitance sont souvent documentés par des photos, des vidéos et des récits écrits dont la large diffusion par voie électronique ne fait qu'aggraver le tort causé à ces enfants. Afin de lutter contre ce problème au Canada, Cyberaide.ca a été mis en place en septembre 2002 afin de recevoir et de traiter les signalements du public relativement à des cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet.

À titre de centrale canadienne, Cyberaide.ca a comme principale fonction de recevoir, de traiter et de trier les signalements venant du public relativement à du matériel pédopornographique et à des cas de leurre par Internet, de prostitution d'enfants, de tourisme pédophile et de trafic d'enfants. Depuis sa mise en place, Cyberaide.ca a reçu, venant de Canadiennes et de Canadiens, plus de **53 000 signalements** de cas possibles de maltraitance d'enfants sur Internet; ces signalements ont mené à au moins **70 arrestations** et à la prise en charge de nombreux enfants en situation d'abus. Cyberaide.ca fait partie de la Stratégie nationale du gouvernement du Canada pour la protection

des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet. Dans le cadre de la Stratégie nationale, Sécurité publique Canada finance les activités courantes de Cyberaide.ca ainsi que du Centre national de coordination de la GRC contre l'exploitation des enfants.

Cyberaide.ca s'efforce d'établir des partenariats solides avec les pouvoirs publics, la police, les entreprises et les organisations non gouvernementales. Ce front commun pour lutter contre la cyberpédocriminalité favorise la mise en commun des ressources et des expertises complémentaires de chaque secteur. Notre allié le plus précieux demeure la police, car c'est à elle que revient la tâche d'enquêter sur les signalements que nous lui renvoyons et de travailler en amont pour prévenir l'exploitation sexuelle des enfants. Au 31 mars 2011, **63 % (32)** des corps policiers qui collaborent avec Cyberaide.ca offraient un lien vers le **www.cyberaide.ca** à partir de leur site internet.

FAITS ET CHIFFRES SUR CYBERAIDE.CA EN 2010-2011 :

- ➔ Cyberaide.ca a reçu 8 651 signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants venant de la population canadienne, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente.
- ➔ Cyberaide.ca a analysé plus de 3 660 images de cas soupçonnés de pornographie juvénile. En tout, 13 000 images d'abus pédosexuels ont été catégorisées au 31 mars 2011.
- ➔ 45 % (3 790) des signalements venant du public ont été renvoyés à la police, à INHOPE ou à des organismes de protection de l'enfance.
- ➔ Au moins 12 arrestations policières ont été effectuées à la suite d'un signalement transmis par Cyberaide.ca.
- ➔ Au 31 mars 2011, au moins 30 prises en charge d'enfants en situation d'abus avaient été rapportées à Cyberaide.ca.
- ➔ Un total de 2 092 adresses URL différentes ont été ajoutées à la liste de Cleanfeed Canada en 2010-2011 (11 729 depuis novembre 2006).
- ➔ Près d'un millier de demandes d'information et d'aide ont été transmises à Cyberaide.ca via la page « Nous contacter » et la fiche de signalement par Internet.
- ➔ Le site internet de Cyberaide.ca a cumulé plus d'un million de pages vues.

* INHOPE est une association internationale qui aide les centrales de signalement à lutter contre les contenus illégaux, facilite les échanges d'information entre les organisations et instruit les décideurs et les pouvoirs publics au niveau international. Cyberaide.ca est le représentant canadien au sein d'INHOPE.



AVANTAGES DE CYBERAIDE.CA POUR LES CORPS POLICIERS DU CANADA :

- ➔ Triage efficace des signalements venant du public
 - 45 % des signalements venant du public ne sont pas renvoyés à la police parce qu'ils portent sur du matériel manifestement légal ou qu'ils s'assimilent à une demande d'information.
- ➔ Réduction du dédoublement des efforts au niveau du traitement des informations
 - La centralisation des signalements venant de la population canadienne réduit la possibilité que différents corps policiers au pays enquêtent sur les mêmes informations. Cyberaide.ca gère une banque de données de plus de 1 000 intervenants policiers du domaine de l'exploitation des enfants sur Internet.
- ➔ Économie de moyens
 - 71 % des signalements renvoyés à la police, à INHOPE ou à la des organismes de protection de l'enfance en 2010-2011 ont été acheminés à l'étranger.
- ➔ Source facilement accessible de documents d'information sur la sécurité internet
 - Plus de 123 000 documents d'information ont été téléchargés depuis le site internet de Cyberaide.ca en 2010-2011.

ANALYSE DES SIGNALEMENTS DE LEURRE

En 2010–2011, Cyberaide.ca a reçu venant du public 456 signalements classés « leurre » sur la fiche de signalement. Ces signalements de cas possibles de leurre ont été analysés individuellement, et 98 d'entre eux ont été renvoyés à différents corps policiers au Canada et à l'étranger. L'analyse révèle ce qui suit :

- 60 % des signalements ont été transmis par un membre de la famille au nom de la personne qui se faisait potentiellement leurrer
- 85 % des victimes de leurre identifiées étaient des filles; 15 % étaient des garçons
- L'usage de pornographie juvénile a été relevé dans 50 % des cas
- Des menaces évidentes ont été relevées dans 13 % des cas
- Des demandes de rencontre en personne ont été relevées dans 17,5 % des cas

En collaboration avec la professeure Ethel Quayle, chercheuse de renommée internationale de l'Université d'Édimbourg, Cyberaide.ca publiera un rapport de recherche sur le leurre au cours de l'hiver 2011.

ANALYSE DES SIGNALEMENTS DE SEXUALISATION D'ENFANTS MANNEQUINS

Au cours des trois dernières années, Cyberaide.ca a constaté une hausse importante des signalements venant du public relativement à des sites d'enfants mannequins sexualisés (2 100 signalements en 2009–2011 comparativement à 1 000 en 2007–2009). La majorité des sites internet en cause sont des photos de filles prépubères délibérément mises en scène d'une façon sexualisée, laissant ainsi supposer la disponibilité sexuelle de l'enfant. L'analyse des signalements révèle ce qui suit :

- 93 % des images vérifiées par les analystes de Cyberaide.ca sur des sites d'enfants mannequins sexualisés mettaient en scène des filles, et de ce nombre, environ 70 % étaient prépubères.
- L'immense majorité de ces sites vendaient l'image de l'enfant plutôt que d'utiliser l'enfant pour promouvoir un produit. Pour promouvoir leur contenu, ces sites recouraient à des tactiques de marketing classiques évidentes, comme l'usage des mots « Gratuit! » ou « Nouveau! », les rabais spéciaux et les offres d'abonnement.
- Les utilisateurs avaient la possibilité d'acheter un accès à une section réservée moyennant des frais pouvant aller de 20 \$ jusqu'à 999,99 \$ par mois, le tout assorti d'une garantie de sécurité bien en évidence.

En collaboration avec la professeure Ethel Quayle, Cyberaide.ca publiera un rapport de recherche sur la sexualisation d'enfants mannequins en 2012.

« Au-delà des efforts déployés par la police, nos données démontrent qu'il y a beaucoup de gens qui tirent profit de l'exploitation sexuelle des enfants et que le secteur financier pourrait en outre jouer un rôle important pour couper les vivres à ces entreprises illégales. » — Lianna McDonald, directrice générale du Centre canadien.

LA LOI MANITOBAINE SUR LE SIGNALEMENT OBLIGATOIRE FACILITE LE SIGNALEMENT

Le signalement obligatoire de la pornographie juvénile vise à faciliter le signalement des enfants qui auraient peut-être besoin de protection. Les résultats observés dans la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la loi montrent que cette mesure demeure un moyen efficace de faciliter le signalement de la pornographie juvénile au Manitoba. Faits saillants :

- **Progrès notables** : Durant la deuxième année suivant l'entrée en vigueur de la loi, les signalements de pornographie juvénile transmis à partir du Manitoba ont augmenté de 10 % par rapport à la première année.
- **Augmentation générale du nombre de signalements** : Au cours des deux dernières années, le nombre d'incidents classés « pornographie juvénile » par les analystes de Cyberaide.ca a augmenté de 57 % comparativement aux deux années qui ont précédé l'entrée en vigueur de la loi.
- **Suite des signalements** : Depuis l'entrée en vigueur de la loi, 35 signalements contenant des renseignements sur l'identité d'un enfant victime ou d'un suspect sur le territoire du Manitoba ont été renvoyés à la protection de l'enfance. Grâce à ces renvois, trois cas d'abus ont pu être confirmés, et le Service de police de Winnipeg a pu procéder à une arrestation.
- **Sensibilisation accrue** : Cyberaide.ca a observé une hausse de 38 % des signalements tout de suite après la campagne « J'ai fait un signalement » comparativement aux deux mois qui ont précédé la campagne.

LE SIGNALEMENT, C'EST IMPORTANT

Arrestation d'un homme dans la trentaine à Vancouver :

En août 2010, Cyberaide.ca a reçu un signalement concernant une personne soupçonnée de leurrer des jeunes filles sur un site de socialisation. Un analyste de Cyberaide.ca effectua diverses recherches complémentaires pour obtenir et vérifier certaines informations, puis renvoya le signalement à la Police de Vancouver. Un homme dans la trentaine fut arrêté par la police au terme d'une opération clandestine. Une perquisition permit d'inculper l'individu sous deux chefs de leurre.



Je suis très heureuse du travail que vous faites.

C'est bon de savoir que vous êtes là. Continuez votre bon travail! 

Commentaire reçu via la page *Contactez-nous* sur Cyberaide.ca.

LE SIGNALEMENT, C'EST IMPORTANT

Arrestation d'une femme de 22 ans à Ottawa :

Au printemps 2010, Cyberaide.ca a reçu deux signalements anonymes concernant une femme soupçonnée de posséder des images d'abus pédosexuels. Le premier signalement portait sur un entretien par texto entre la suspecte et un suspect masculin soupçonné de se trouver aux États-Unis. L'autre signalement transmis à Cyberaide.ca indiquait que la suspecte aurait accédé à du matériel pédopornographique. Après diverses recherches en ligne, Cyberaide.ca a transmis les deux signalements au Service de police d'Ottawa. Le 3 juin 2010, la police d'Ottawa a procédé à l'arrestation de la femme de 22 ans. Du côté américain, la police a perquisitionné le domicile du suspect et procédé à l'arrestation d'un adulte de sexe masculin sous divers chefs d'accusation.



SENSIBILISATION

La sensibilisation joue un rôle essentiel dans la lutte contre la violence faite aux enfants. Les campagnes que nous avons menées en 2010–2011 nous ont permis de marquer des points et de mieux faire comprendre aux Canadiennes et aux Canadiens l'importance d'agir et de signaler les cas d'exploitation sexuelle d'enfants.

Campagne *Child Pornography is Child Abuse*

Cette campagne fut déployée en Nouvelle-Écosse en mai–juin 2010, tout de suite après que le gouvernement eût adopté une loi sur le signalement obligatoire de la pornographie juvénile. Elle visait à sensibiliser la population à son devoir de signaler la pornographie juvénile et d'utiliser Cyberaide.ca comme point de contact.



Stoppez la prostitution juvénile

En partenariat avec le gouvernement du Manitoba, le Centre canadien a lancé la dernière phase de la campagne Stoppez la prostitution juvénile en 2010–2011. Lors d'une conférence de presse à laquelle ont participé le ministre manitobain des Services à la famille et de la Consommation, Gord Mackintosh, et le grand chef de l'Assembly of Manitoba Chiefs, Ron Evans, nous avons annoncé la phase III de cette campagne qui appelle les gens à prendre position et à signaler leurs inquiétudes s'ils connaissent des hommes qui exploitent des enfants à des fins sexuelles.



Campagne nationale *J'ai fait un signalement*

Cette campagne nationale fut déployée en juin–juillet 2010 dans des villes choisies un peu partout au Canada pour sensibiliser la population au grand rôle qu'elle a à jouer dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet en signalant les incidents à Cyberaide.ca. La campagne s'est traduite par une augmentation de 50 % des signalements reçus dans les deux mois qui l'ont suivie comparativement aux deux mois qui l'ont précédée.



Campagne *J'ai fait un signalement* au Manitoba

Cette campagne d'affichage extérieur fut déployée à l'échelle provinciale en septembre–octobre 2010 au Canada pour sensibiliser la population au grand rôle qu'elle a à jouer dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet en signalant les incidents à Cyberaide.ca. Le nombre de signalements transmis à partir du Manitoba a bondi de 38 % durant et tout de suite après la campagne, comparativement aux deux mois qui l'ont précédée.



LE SIGNALEMENT, C'EST IMPORTANT

Arrestation d'un homme de 71 ans à Montréal :

Grâce entre autres à des informations obtenues de Cyberaide.ca, la police de Montréal a effectué en novembre 2010 une perquisition qui mena à l'arrestation d'un homme de 71 ans. « Je vous prie de transmettre nos remerciements à votre personnel. Cyberaide.ca a vraiment joué un grand rôle dans le sauvetage de ces enfants et nous a aidés à identifier un déviant sexuel dangereux. Continuez votre bon travail pour la protection de nos enfants. » — Lieutenant-détective Guy Bianchi, chef de la Section de l'exploitation sexuelle des enfants, Service de police de la Ville de Montréal

LE SIGNALEMENT, C'EST IMPORTANT

Arrestation d'un homme de 28 ans au Nouveau-Mexique :

En juillet 2010, Cyberaide.ca a reçu un signalement concernant un suspect aux États-Unis soupçonné d'être en possession de pornographie juvénile. Après quelques recherches complémentaires, l'analyste de Cyberaide.ca a renvoyé le signalement au Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants. L'information a par la suite été transmise au Service de police de Winnipeg qui a ouvert une enquête, réuni des informations supplémentaires et acheminé le tout à la police du Nouveau-Mexique. La police du Nouveau-Mexique a arrêté un homme de 28 ans sous 60 chefs de possession et de 10 chefs de distribution de pornographie juvénile.

« Je voulais simplement vous remercier. Je dors mieux sachant que vos efforts ont permis d'attraper ce monstre. Vous m'avez redonné confiance et espoir. Ne lâchez pas; il faut épingler ces sales types. Que Dieu vous bénisse. »

Commentaire reçu via la page *Contactez-nous* sur Cyberaide.ca suite à une arrestation policière liée à un signalement transmis à Cyberaide.ca.

CLEANFEED CANADA : BLOQUER L'ACCÈS AUX SITES PÉDOPORNOGRAPHIQUES

Cleanfeed Canada est une initiative de la Coalition canadienne contre l'exploitation des enfants sur Internet (CCCEI), à laquelle participent Cyberaide.ca, les fournisseurs de services internet, les gouvernements fédéral et provinciaux et les forces de l'ordre. Cette initiative vise à réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels à partir du Canada en bloquant l'accès à des sites internet étrangers qui hébergent des images pédopornographiques d'enfants prépubères. À chaque instant, Cleanfeed bloque en moyenne 500 adresses URL.

AUTRES RÉALISATIONS :

- Cyberaide.ca a fait une présentation dans le cadre du cours Exploitation des enfants sur l'internet au Canada en avril 2010 au Collège canadien de police
- En mai 2010, Cyberaide.ca a fait une présentation au Collège de police de l'Ontario à des unités policières spécialisées dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet
- En septembre 2010, une rencontre du Comité consultatif policier de Cyberaide.ca a réuni neuf représentants de sept corps policiers canadiens et un directeur général de Sécurité publique Canada
- En novembre 2010, le personnel du Centre canadien a fait une présentation sur l'action de Cyberaide.ca au colloque de formation *Every Child Matters — Everywhere* de la Stratégie provinciale de l'Ontario pour protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels sur Internet.



cyberaide.ca™ tient à remercier tout particulièrement ses partenaires :



Sécurité publique
Canada

Public Safety
Canada





soutenir les recherches d'enfants disparus

En 2010-2011, le Centre canadien de protection de l'enfance s'est affilié à Child Find (Ontario) inc. et a établi une entente officielle dans le but d'offrir des services de qualité en cas de disparition d'enfant au Manitoba et en Ontario. Les services de Child Find Manitoba et de son pendant ontarien ont donc été réunis sous la bannière du nouveau programme EnfantsPortesDisparus.ca : le centre de ressources canadien sur les disparitions d'enfants. EnfantsPortesDisparus.ca aide les familles éprouvées à retrouver leur enfant et diffuse du matériel de sensibilisation sur la prévention des disparitions d'enfants.

« Notre gouvernement prend des mesures décisives et travaille de près avec des groupes tels que le Centre canadien de la protection de l'enfance pour protéger les membres les plus vulnérables et innocents de notre société — nos enfants. Ce site Web représente une étape importante en vue de garantir la sécurité des enfants canadiens. »



Le premier ministre Stephen Harper, dans un communiqué du gouvernement fédéral à l'occasion du lancement national du programme EnfantsPortesDisparus.ca.

Les quatre principales fonctions du programme EnfantsPortesDisparus.ca sont :

1. Soutenir les recherches d'enfants disparus
2. Offrir du matériel de sensibilisation sur la prévention des disparitions d'enfants
3. Tenir lieu de centre d'information et de ressources sur les disparitions d'enfants
4. Coordonner les efforts et accompagner les acteurs du domaine dans la prestation de services en cas de disparition d'enfants

EnfantsPortesDisparus.ca vient redéfinir la recherche d'enfants disparus et exploite des technologies, des médias et des méthodes de communication dernier cri pour améliorer la qualité des services et retrouver un plus grand nombre d'enfants.

Les Canadiennes et Canadiens doivent pouvoir disposer d'un grand éventail de ressources et de services en cas de disparition d'enfant. Telle est la raison d'être d'EnfantsPortesDisparus.ca.



QU'EST-CE QUI DISTINGUE ENFANTSPORTESDISPARUS.CA?

- ➔ Les parents d'un enfant disparu peuvent enregistrer leur enfant sur le site internet
- ➔ Les parents peuvent accéder à distance au dossier de leur enfant via un portail sécurisé
- ➔ Des chargés de cas spécialement formés coordonnent les relations avec les services locaux et la police
- ➔ Un *Plan de mobilisation locale* complet est mis à la disposition des communautés pour les aider à réagir à la disparition d'un enfant
- ➔ EnfantsPortesDisparus.ca met à la disposition des corps policiers un portail sécurisé unique en son genre qui leur permet de se connecter et d'obtenir des informations en rapport avec un cas particulier
- ➔ Les chargés de cas disposent de nouveaux outils de recherche en ligne pour soutenir plus efficacement les recherches d'enfants disparus
- ➔ Un nouveau dispositif de cyberalerte permet d'annoncer rapidement la disparition d'un enfant à l'intérieur d'une zone géographique
- ➔ Gère un fichier d'enfants disparus unique en son genre



Rob Nicholson, ministre de la Justice et procureur général du Canada, prend la parole au nom du gouvernement fédéral en faveur du programme EnfantsPortesDisparus.ca à l'occasion de son lancement national, le 24 mai 2011.



Des familles d'enfants disparus ont aussi participé au lancement du site EnfantsPortesDisparus.ca. De gauche à droite : Crystal Dunahee, Diana Boland, Christy Dzikowicz (directrice des Services en cas de disparition d'enfant, Centre canadien de protection de l'enfance), Anthony Wood, Laurie Odjick.

enfantsportesdisparus.ca tient à remercier tout particulièrement ses partenaires :



**11^E COLLOQUE ANNUEL SUR LES ENFANTS
DISPARUS OU EXPLOITÉS**



Depuis 11 ans, notre Colloque annuel sur les enfants disparus ou exploités (MECC) réunit un grand nombre de spécialistes qui interviennent dans différents domaines de la protection de l'enfance. Ce colloque intègre des formations sur des sujets comme l'exploitation des enfants et les nouvelles technologies et offre des outils et des ressources susceptibles d'aider les spécialistes de la protection de l'enfance dans leurs activités quotidiennes. Depuis le début, près de 3 000 spécialistes de la protection de l'enfance (policiers, juristes, éducateurs, travailleurs de la protection de l'enfance et analystes de politiques gouvernementales) ont reçu de la formation dans le cadre de ce colloque.

« Le Service de police de Winnipeg envoie une trentaine de membres par année au colloque, et nous considérons que c'est un excellent investissement de notre budget de formation. Le Centre canadien est à l'affût des tendances et des nouveautés dans le milieu policier, et il a toujours envoyé des conférenciers convaincants et pertinents. »

Keith McCaskill, chef de la Police de Winnipeg, à propos du Colloque annuel sur les enfants disparus ou exploités.

« Les conférenciers étaient tous excellents et ils ont partagé leur immense bagage de connaissances et d'expériences avec les participants... Après trois jours, j'étais entièrement satisfait de mon expérience et de ce que j'avais appris au colloque. De retour au travail, j'ai répété à mes collègues pendant des semaines que c'était le meilleur colloque auquel j'avais assisté de ma vie. J'ai hâte à l'édition 2012 du Colloque sur les enfants disparus ou exploités et j'espère avoir la possibilité d'y assister. »

Darryl Rawluk, Consultant des programmes, Services à l'enfance et à la famille de la Saskatchewan.



partenaires pour la protection de l'enfance

Le Centre canadien de protection de l'enfance rêve d'un monde soucieux de la protection et de la sécurité des enfants. Collectivement, nous travaillons avec assiduité et détermination pour réduire la violence faite aux enfants et retrouver nos enfants disparus. Ce n'est que grâce au soutien indéfectible de nos partenaires — qui nous accordent des contributions en argent et en biens et services, certes, mais qui nous font aussi profiter de leur expertise et de leurs talents — que nous sommes en mesure d'accomplir notre importante mission.

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET POLICIERS :

Le Centre canadien de protection de l'enfance remercie du fond du cœur le gouvernement du Canada de son généreux soutien financier, sans lequel la diffusion de ses programmes et services à l'ensemble de la population canadienne serait très difficile. Cyberaide.ca ne saurait se passer du soutien constant de Sécurité publique Canada pour assurer son rôle de centrale canadienne de signalement.

Nous sommes aussi très reconnaissants envers le gouvernement du Manitoba pour son soutien indéfectible à l'égard de notre organisme et des efforts de Cyberaide.ca. Nous offrons nos remerciements les plus sincères à ce partenaire de longue date pour son soutien constant.

Le Centre canadien de protection de l'enfance collabore étroitement avec les corps policiers de tout le Canada. Nous leur sommes reconnaissants des efforts soutenus et de la détermination indéfectible dont ils font preuve afin de protéger les enfants du Canada. Nous tenons aussi à remercier tout spécialement le Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants de ses efforts incessants pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada



PARTENAIRES FONDATEURS :

Sincères remerciements à nos partenaires fondateurs : Bell Canada, TELUS, Shaw et Honeywell. Chacune de ces entreprises contribue à sa façon à la sécurité personnelle des enfants par son soutien à des initiatives ou à des programmes de première importance.



Rapports de recherche,
Tatie se confie et L'initiative
Agir avec intelligence,
assurance et prudence



La série sur la
sécurité mobile



CyberJulie



Martin ne sort pas seul

SOUTIEN ESSENTIEL DU SECTEUR PRIVÉ :

Nous ne saurions accomplir notre mission sans les partenaires privés qui appuient plusieurs de nos nouvelles initiatives et qui nous permettent de renforcer et d'améliorer nos programmes et nos services. Nous remercions sincèrement les entreprises qui nous aident à exercer une influence significative sur la sécurité des enfants au Canada.



Pour ce qui compte
dans votre vie





sensibiliser la population à la sécurité personnelle et à l'exploitation sexuelle des enfants

Le Centre canadien de protection de l'enfance veut offrir à la population canadienne du matériel éducatif d'une qualité exceptionnelle dans le but de protéger les enfants et de réduire leur vulnérabilité aux atteintes sexuelles. Pour une septième année, notre programme interactif d'éducation à la sécurité — Enfants avertis — a été mis à la disposition du personnel enseignant, des enfants et de leurs familles. Destiné aux enfants et adolescents de la maternelle jusqu'à la 9^e année (3^e secondaire), le programme comporte des leçons à l'usage du personnel enseignant, des compléments d'information sur les façons de réagir à des révélations d'abus, des programmes de formation, des livres d'histoire, des marionnettes et des activités en ligne à faire en famille.

En 2010-2011, nous avons publié une nouvelle version du programme de sécurité Enfants avertis. Cette deuxième édition contient de nombreuses mises à jour et elle est plus accessible, car les écoles peuvent désormais acheter individuellement les modules de chaque niveau scolaires plutôt que le programme au complet. Les leçons du programme Enfants avertis sont basées sur les données cumulées par Cyberaide.ca. L'information que nous apportent les signalements transmis à Cyberaide.ca nous permet d'actualiser systématiquement nos consignes de sécurité personnelle et de



présenter aux enfants et aux adolescents de bons moyens d'assurer leur sécurité sur Internet comme dans la vraie vie. Le contenu du programme Enfants avertis bénéficie non seulement des apports de Cyberaide.ca, mais aussi de nos groupes consultatifs d'élèves, qui nous disent ce qui est important pour les enfants,

comment ils utilisent les technologies et ce qui leur manquerait peut-être en termes de connaissances.

Au cours de l'année 2010-2011, **nous avons distribué plus de 1 600 exemplaires du programme Enfants avertis et des éléments qui s'y rattachent.** Dans l'ensemble, le programme a connu une excellente année; dans un geste sans précédent et proactif, la Nouvelle-Écosse a imposé l'adoption du programme dans toutes les écoles de la province. L'utilisation du programme a aussi progressé en Ontario, en Colombie Britannique, en Alberta et au Manitoba.



Au cours de l'année 2010-2011, nous avons distribué plus de 1 600 exemplaires du programme Enfants avertis et des éléments qui s'y rattachent.

QU'EST-CE QUI DISTINGUE LE PROGRAMME ENFANTS AVERTIS?

- Il porte sur la sécurité personnelle et l'exploitation sexuelle
- Il aborde les craintes que soulève la technologie du point de vue de la sécurité personnelle et des relations entre les personnes
- Il tire parti des données cumulées par Cyberaide.ca pour créer du matériel de prévention aligné sur la réalité et sur les différents stades de développement des enfants
- Il enseigne des techniques qui aident les enfants à mieux affronter des situations difficiles
- Il s'aligne sur les programmes-cadre des ministères provinciaux et territoriaux de l'Éducation
- Il comporte un volet scolaire et un volet familial
- Il offre de la formation sur la sécurité personnelle et les abus pédosexuels
- Il s'appuie sur la recherche et sur des objectifs d'apprentissage



Quel merveilleux programme! Il est facile à utiliser et il s'intègre bien à d'autres matières comme l'anglais ou l'informatique. Enfants Avertis est un incontournable pour les enfants de tout âge. Un enfant victime d'un geste inapproprié apprend que ce n'est pas sa faute et qu'il y a d'autres adultes à qui il peut faire confiance. Ce programme leur donne la force de parler s'il leur arrive quelque chose. »

Wanda Hill, directrice de l'école publique Sunridge Centennial en Ontario.





priorité jeunesse

Priorité Jeunesse^{MC} est un programme complet qui aide les organismes de services à l'enfance à prévenir les abus pédosexuels et à créer des

milieux sûrs pour les enfants. Le programme propose des politiques, des stratégies et un plan méthodique pour réduire les risques d'abus pédosexuels; en outre, il aide les organismes à déceler plus rapidement les situations d'abus et à agir aussitôt pour y mettre fin. Le programme se distingue notamment par sa façon d'aider les organismes à déceler d'éventuels comportements inappropriés de la part de son personnel ou de ses bénévoles et d'agir en conséquence.

En 2009-2010, le Centre canadien a testé le programme Priorité Jeunesse au Manitoba. Grâce au soutien du gouvernement du Manitoba, des exemplaires du programme ont été distribués gratuitement à 700 garderies de la province. Le programme a ensuite été évalué et révisé en fonction des commentaires fournis par les directions des garderies participantes. En 2010-2011, grâce au soutien de Sécurité publique Canada, le Centre canadien a distribué gratuitement 10 000 exemplaires du programme à des garderies, des jardins d'enfants, des camps d'été, des établissements sportifs et d'autres organismes de services à l'enfance à travers le Canada. Et 500 autres organismes de services à l'enfance, dont 117 centres d'amitié, ont reçu un exemplaire gratuit grâce au soutien du Fonds d'aide aux victimes de Justice Canada.

« Je suis ravi d'obtenir un outil de plus pour aider notre personnel à offrir un milieu sûr pour nos campeurs ainsi qu'un autre moyen d'assurer nos parents que nous sommes soucieux de la sécurité et du bien-être de leurs enfants. Merci de mettre cet outil entre nos mains. »

Direction d'un camp d'été pour enfants en Alberta.

DIFFUSION DU PROGRAMME PRIORITÉ JEUNESSE EN 2010-2011 :

- 10 000 exemplaires distribués à des garderies, des jardins d'enfants, des camps d'été, des établissements sportifs et d'autres organismes de services à l'enfance
- 1 300 exemplaires achetés par l'État du Vermont pour le compte de 800 garderies accréditées et de 500 écoles publiques et privées
- 700 exemplaires distribués à des garderies du Manitoba
- 73 exemplaires achetés par la Police de Toronto pour le compte d'organismes de services à l'enfance
- 53 exemplaires achetés par l'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance
- L'archidiocèse de Winnipeg a acheté un lot d'exemplaires pour toutes ses paroisses et ses écoles

« Je vous remercie beaucoup de nous avoir envoyé le programme Priorité Jeunesse. On y trouve plein d'informations vraiment importantes et précieuses! La prévention de la violence faite aux enfants passe par la sensibilisation. Merci de rendre ce service à la société. »

Direction d'une garderie à Barrie, Ontario.



Lianna McDonald, Executive Director of the Canadian Centre for Child Protection, with Gord Mackintosh, Manitoba's Minister of Family Services and Consumer Affairs, and Vic Toews, Canada's Public Safety Minister, at the University of Winnipeg Students' Association daycare for the May 20, 2010 national launch of Commit to Kids.



PRIORITÉ JEUNESSE : PARTENARIAT AVEC SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ET LA POLICE DE TORONTO

Cette campagne a été menée dans le Grand Toronto en janvier-février 2011 en partenariat avec la Police de Toronto et Sécurité publique Canada. Destinée à inciter les organismes de services à l'enfance à adopter notre programme Priorité Jeunesse, la campagne a été déployée sur des panneaux d'affichage, des affiches électroniques et des autobus. De l'information sur le programme a en outre été distribuée dans les centre communautaires du Grand Toronto et à d'autres organismes de services à l'enfance par publipostage direct.

Après avoir distribué plus de 12 000 exemplaires du programme de prévention des abus pédosexuels Priorité Jeunesse à des organismes de services à l'enfance de partout au Canada en 2010, nous avons déployé une campagne de sensibilisation à plusieurs volets au printemps 2011 pour faire connaître ce programme aux parents. En outre, pour sensibiliser les gouvernements provinciaux à l'existence de Priorité Jeunesse, nous avons remis une fiche d'information aux ministres de la Justice de l'Ouest canadien et à leur entourage lors de leur rencontre à Winnipeg en février 2011.



Sécurité publique
Canada

Public Safety
Canada



« Étant donné que la grande majorité des délinquants pédosexuels n'ont jamais eu affaire à un agent de police, nous nous efforçons en priorité de sensibiliser les organismes aux mesures à prendre pour assurer la sécurité des enfants. Nous sommes fiers de nous associer au Centre canadien de protection de l'enfance pour promouvoir un si précieux programme de prévention des abus pédosexuels qui outillera davantage les organismes pour protéger les enfants sous leur responsabilité. »

William Blair, chef de la Police de Toronto, 20 janvier 2011, dans un communiqué de la Police de Toronto.

éduquer les enfants en bas âge

PRÉMATERNELLE — TATIE SE CONFIE : TROUSSE DE PRÉVENTION DES ABUS PÉDOSEXUELS (tatieseconfie.ca)

Dans le but de sensibiliser les parents, le personnel enseignant et les éducateurs de la petite enfance aux abus pédosexuels et de mieux protéger les enfants, le Centre canadien de protection de l'enfance a conçu Tatie se confie, une trousse de prévention des abus pédosexuels. Conçue pour les enfants de 4 à 6 ans, cette trousse apprend aux jeunes enfants d'importantes techniques de prévention qui les aident à se protéger contre la maltraitance et incitent les enfants victimes à dénoncer leurs agresseurs. Grâce au soutien de Bell Canada, 10 000 trousses ont été distribuées à des centres de la petite enfance d'un peu partout au Canada en mai 2010.



« Merci beaucoup d'avoir fait parvenir cette trousse à notre établissement. Il est tellement important que les enfants acquièrent des compétences et des connaissances à ce sujet, et la façon dont vous le présentez contribue à sécuriser et à préparer les enfants plutôt qu'à les effrayer. »

Coordonnateur d'un centre de la petite enfance de Vancouver, à propos de la trousse Tatie se confie.

Notre fier partenaire : **Bell**

1^{RE} ANNÉE — MARTIN NE SORT PAS SEUL (martinetsonami.ca)

L'année 2010–2011 marque la cinquième année consécutive que le Centre canadien, en partenariat avec Honeywell, fait parvenir gratuitement les Trousses de l'enseignant de 1^{re} année Martin ne sort pas seul à près de 11 000 écoles du Canada. Conçu pour enseigner aux jeunes enfants le principe de la compagnie des amis et l'importance de ne jamais aller nulle part non accompagné, le programme Martin ne sort pas seul est utilisé dans de nombreuses écoles du Canada comme ressource prisée pour enseigner la sécurité personnelle aux enfants. La distribution des trousses a permis au personnel enseignant d'inculquer cette importante mesure de sécurité à près de 330 000 enfants au cours de la dernière année seulement.



« Les parents étaient contents de savoir que la sécurité personnelle était au programme et que les enfants avaient reçu des activités et de l'information à apporter à la maison. »

Questionnaire d'évaluation pour les enseignants 2010–2011.

« C'est une excellente trousse pour enseigner le principe de la compagnie des amis à mes élèves. Un enseignant sait qu'une ressource est de bonne qualité quand ses élèves lui demandent de jouer encore! Merci!!! »

Questionnaire d'évaluation pour les enseignants 2010–2011.

Notre fier partenaire : **Honeywell**

3^E–4^E ANNÉE — CYBERJULIE (cyberjulie.ca)

Grâce à son partenariat avec Shaw, le Centre canadien a enrichi de façon substantielle sa série CyberJulie. Cette année, le Centre a créé la Trousse de l'enseignant de 4^e année CyberJulie, refait et amélioré le site internet de CyberJulie et produit un message d'intérêt public de 30 secondes. En 2010–2011, 4 534 écoles de l'Ouest du Canada ont reçu un ensemble de 25 bandes dessinées, soit une distribution totale de 113 350 exemplaires. À la suite de cette campagne, des écoles ont demandé 10 544 exemplaires supplémentaires de la bande dessinée, et quelque 3 000 autres exemplaires ont été téléchargés du site www.cyberjulie.ca. Le message d'intérêt public a été diffusé 285 000 fois sur les chaînes de Shaw TV dans une cinquantaine de marchés de l'Ouest du Canada.



« J'ai utilisé CyberJulie dans ma classe de 4^e et 5^e année et j'ai clairement constaté les avantages de ce programme pour mes élèves. C'était super! »

Questionnaire d'évaluation en ligne pour les enseignants 2010–2011.

« J'ai utilisé CyberJulie dans mes classes de 3^e, 4^e et 5^e année. C'était exactement à leur niveau, et les images ont suscité leur intérêt. Super! Merci. »

Questionnaire d'évaluation en ligne pour les enseignants 2010–2011.

Notre fier partenaire : **SHAW**

6^E ANNÉE — AGIR AVEC INTELLIGENCE, ASSURANCE ET PRUDENCE (intelligence-assurance-prudence.ca)



Grâce à notre programme *Agir avec intelligence, assurance et prudence*, nous enseignons aux jeunes le rôle important qu'un adulte de confiance peut jouer dans leur vie. Nous leur

apprenons à se méfier des comportements et des situations étranges, ce qui renforce leur sécurité personnelle dans le vrai monde et en ligne. Élaborée avec le soutien de Bell Canada, cette initiative comprend un cahier d'activités, un site internet et un plan de leçon pour les enseignants. On y montre aux enfants à reconnaître un comportement inapproprié et à se confier à un adulte de confiance si une situation les rend mal à l'aise.

Concours d'affiches « Par et pour les enfants » : En 2010–2011, le programme *Agir avec intelligence, assurance et prudence* s'est enrichi du concours d'affiches « Par et pour les enfants », par lequel les élèves de 6^e année pouvaient illustrer leur compréhension du sujet des abus pédosexuels de façon artistique et visuelle. Nous remercions toutes les écoles qui ont participé à cette initiative et félicitons la classe gagnante de 6^e année de l'école Forrest Ridge Academy de Barrington (Nouvelle Écosse). Cette affiche sera reproduite et distribuée dans les écoles du Canada afin de diffuser le message qu'un abus pédosexuel est inacceptable, que ce n'est jamais la faute de l'enfant et que c'est correct d'en parler à quelqu'un.



Notre fier partenaire : **Bell**



À l'automne 2010, le Centre canadien a envoyé aux écoles canadiennes près de 11 000 colis contenant 153 552 documents de sensibilisation.

7^E ANNÉE — RESPECTE-TOI (cyberaide.ca/respecte-toi)

L'initiative Respecte-toi vise à sensibiliser les jeunes aux risques associés à la transmission de photos et de vidéos par courriel et par messagerie instantanée et à leur publication sur des sites de socialisation et d'hébergement de photos. Durant l'année 2010–2011, nous avons envoyé 229 050 exemplaires du cahier d'activités Respecte-toi à des enseignantes et enseignants de 7^e année dans tout le Canada. *Respecte-toi est l'une de nos initiatives les plus fructueuses; en effet, les cahiers d'activités et les affiches de cette initiative sont deux de nos produits les plus demandés.* Durant l'année à venir, nous allons revamper le site internet pour offrir plus de contenu aux jeunes, dont des activités interactives, des jeux et des forums de discussion.



6^E–7^E ANNÉE — EDUCATIONTEXTUELLE.CA (EDUCATIONtextuelle.ca)



En novembre 2010, le Centre canadien a procédé au lancement national d'EDUCATIONtextuelle.ca en présence de M^{me} Laureen Harper, de Bernard Lord, président-directeur général de l'Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS) et de la sergente-détective Kim Scanlan de l'Unité de lutte contre l'exploitation des enfants de la Police de Toronto. EDUCATIONtextuelle.ca est un site novateur qui facilite l'enseignement de la sécurité textuelle aux enfants qui utilisent un téléphone cellulaire. Destiné aux élèves de 6^e et de 7^e année, EDUCATIONtextuelle.ca est un site divertissant et interactif qui sensibilise les jeunes texteurs aux conséquences possibles de leurs actes à court et à long terme. EDUCATIONtextuelle.ca offre aux jeunes un forum pour se faire entendre, demander conseil, proposer des idées et échanger avec d'autres jeunes. Nous avons distribué 10 785 fiches d'information aux élèves de 7^e année (1^{re} secondaire) à travers le Canada, et le site internet a cumulé 315 000 pages vues durant l'année.



« Le site est un bijou! Je vais commencer à l'utiliser avec ma classe d'informatique de 8^e année. »

Enseignant albertain, à propos de notre programme EDUCATIONtextuelle.ca.

Notre fier partenaire :



C'est incroyable de penser que nous vivons à une époque où nos enfants connaissent probablement mieux les technologies d'aujourd'hui que nous. Il est très important que nous apprenions à connaître les technologies que nos enfants utilisent et les dangers



De gauche à droite: Lianna McDonald, M^{me} Laureen Harper, Bernard Lord, président de l'ACTS, et la sergente-détective Kim Scanlan de la Police de Toronto.

qui les guettent afin d'être bien outillés pour veiller sur leur sécurité. EDUCATIONtextuelle.ca est un excellent site pour aider les parents à comprendre les enjeux actuels de la messagerie textuelle, mais aussi — et surtout — un site divertissant et instructif pour leurs enfants. »

M^{me} Laureen Harper.



Il est vrai que le sans fil est un moyen de communication pratique et instantané, mais il est essentiel d'apprendre aux jeunes à utiliser cette technologie convenablement et de manière responsable.

Bernard Lord, président-directeur général de l'ACTS.



Les agents de police qui enquêtent sur des cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet partout au pays n'ont jamais été aussi bien formés et outillés qu'ils le sont aujourd'hui. Malgré tout, il faudrait vraiment que les parents et les jeunes agissent davantage de manière préventive face aux dangers d'Internet. »

Det. Sgt. Kim Scanlan, Toronto Police Services Child Exploitation Unit.

aider les parents à protéger leurs enfants

SÉRIE SUR LA SÉCURITÉ MOBILE (mobilite.protegeonsnosenfants.ca)

Avec le soutien de TELUS, le Centre canadien a créé la Série sur la sécurité mobile (site internet, guide et plan de leçon). L'objectif de la Série de la sécurité mobile est de sensibiliser les parents, les substituts parentaux et le personnel enseignant aux risques auxquels les enfants et les ados sont exposés lorsqu'ils utilisent un téléphone cellulaire, et de dégager des mesures préventives pour assurer leur sécurité.

En 2010-2011, nous avons distribué 2 800 plans de leçon à des enseignantes et enseignants ontariens, et 84 000 exemplaires du Guide de sécurité mobile aux parents d'élèves de 7^e année. Le guide a aussi été distribué un peu partout au Canada à des familles, des enseignantes et enseignants, des corps policiers, des Centres Services Canada et d'autres organismes gouvernementaux soucieux de la sécurité des enfants sur Internet.

« Je tiens à vous remercier de produire des ressources aussi pertinentes et d'une aussi grande qualité. Les téléphones cellulaires sont peut-être remis aux enfants pour des raisons de sécurité, mais nous commençons à voir qu'ils les placent aussi en situation de vulnérabilité. Nous avons besoin de telles ressources pour encadrer le dialogue sur l'utilisation sécuritaire et adéquate de ces appareils; merci de nous les procurer. »

Direction d'une école élémentaire de London, Ontario.

« Le volet internet est un excellent moyen d'éduquer les élèves à la sécurité personnelle; j'aime mieux les envoyer là plutôt que de leur en parler moi-même. C'est une excellente leçon interactive. »

Enseignante de 7^e année, à propos du plan de leçon TELUS sur l'utilisation sécuritaire du téléphone cellulaire.



Notre fier partenaire :



JOURNÉE DE LA SÉCURITÉ SUR INTERNET (journeedelasecuritesurinternet.ca & uneportegrandeouverte.ca)



La Journée de la sécurité sur Internet marque le début de la campagne annuelle du Centre canadien pour aider les parents et le personnel enseignant à inculquer le sens de la prudence sur Internet aux enfants du Canada. À l'occasion de cette journée, en février 2011, nous avons rappelé aux parents, au personnel enseignant ainsi qu'à toutes les personnes qui ont des enfants dans leur vie pourquoi il est important de savoir assurer la sécurité des enfants sur Internet. En janvier 2011, le Centre canadien a lancé une page de redirection (journeedelasecuritesurinternet.ca) pour attirer l'attention sur la Journée de la sécurité sur Internet, qui se tient chaque année en février.

Nous encourageons également la population canadienne à consulter le site uneportegrandeouverte.ca : un site d'information complet sur les activités des jeunes internautes à différents âges et les risques associés à ces activités ainsi que des conseils par âge pour assurer la sécurité des enfants.

« Au cours de la dernière année, nous avons observé une hausse notable du nombre de plaintes où la majeure partie de la responsabilité pour le mal, l'embarras et les activités criminelles était imputable à de jeunes internautes. Les internautes de tout âge doivent prendre conscience qu'ils doivent assumer la responsabilité de toutes leurs transmissions. »

Sergente-détective Kim Scanlan, Unité de lutte contre l'exploitation des enfants de la Police de Toronto, citée dans un communiqué du Centre canadien marquant la Journée de la sécurité sur Internet en février 2011.

JOURNÉE DE LA SÉCURITÉ SUR INTERNET 2010-2011

Nous avons distribué près d'un million d'outils de sensibilisation aux écoles canadiennes, dont :

- ➔ Près de 500 000 exemplaires de nos brochures de sécurité internet Une porte grande ouverte
- ➔ 230 000 cahiers d'activités Respecte-toi
- ➔ 90 000 guides sur l'utilisation sécuritaire du téléphone cellulaire pour les parents
- ➔ 3 000 plans de leçon sur l'utilisation sécuritaire du téléphone cellulaire pour le personnel enseignant
- ➔ 8 000 affiches d'EDUCATIONtextuelle.ca



« J'aimerais vous remercier de vos efforts et de votre dévouement pour la protection de nos enfants. Nous sommes très impressionnés par la qualité de vos brochures sur la sécurité internet. Je vous remercie à l'avance de nous offrir une si belle occasion de faire circuler des informations aussi importantes. »

Commentaires venant de l'école catholique St. Paul de Sault Ste. Marie, Ontario.

« Quel travail formidable de la part du Centre canadien et quelle immense contribution à la cause! Merci de nous offrir des outils aussi exceptionnels. Le Centre réalise toujours d'excellentes ressources. Nous offrons des programmes de traitement des traumatismes et des abus pédosexuels, et nous vous sommes extrêmement reconnaissants du travail que vous faites. Du travail fantastique à tous les égards : contenu, conception, architecture, convivialité, tout! »

Executive Director of a community child abuse support organization in Ontario.

PRIX DE LA COLLECTIVITÉ BRANCHÉE

En avril 2010, l'Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS) a rendu hommage au Centre canadien de protection de l'enfance pour sa collaboration avec l'industrie canadienne des télécommunications sans fil dans le but d'améliorer la vie des Canadiens. Un éloge particulier a été fait pour la création des sites **mobilite.protegeonsnosenfants.ca** et **EDUCATIONtextuelle.ca**. Plus de 300 invités des pouvoirs publics et de l'industrie ont assisté à la cérémonie, dont le premier ministre Stephen Harper et le ministre de l'Industrie Tony Clement.



À la réception de l'ACTS (de gauche à droite) Bernard Lord, président et chef de la direction de l'ACTS; l'honorable Stephen Harper, premier ministre; Lianna McDonald, directrice générale du Centre canadien de protection de l'enfance; Michael Hennessy, premier vice président aux Affaires réglementaires et gouvernementales chez TELUS. Photo offerte par le Cabinet du premier ministre.

PRIX D'EXCELLENCE EN MATIÈRE DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DANS LA LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

À l'occasion de son colloque sur la cybercriminalité, Francopol — un réseau international francophone de formation policière — a décerné au Centre canadien le Prix sur la lutte contre la cybercriminalité, catégorie « prévention ».



À la cérémonie de remise des prix, de gauche à droite : Sgt. Yannick Dion, Sûreté du Québec; Emmanuel Adjovi, représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie; et René Morin, représentant du Centre canadien de protection de l'enfance



représenter et promouvoir la cause des enfants disparus et exploités sexuellement

Les demandes à l'égard de nos services venant des pouvoirs publics, des corps policiers, de l'industrie et d'autres acteurs intéressés à la protection de l'enfance ont considérablement augmenté en 2010-2011. Nous collaborons notamment de plus en plus étroitement avec des experts internationaux des questions entourant les abus pédosexuels et l'exploitation sexuelle des enfants. Des experts de partout dans le monde nous aident à accomplir notre importante mission en participant à nos travaux de recherche et à la production de notre matériel de sensibilisation.

Au Canada comme à l'étranger, le Centre canadien est vu comme un partenaire fiable et un chef de file en matière de protection de l'enfance.

REPRÉSENTATION AU NIVEAU NATIONAL

Au chapitre des activités de représentation du Centre canadien au cours de la dernière année, mentionnons : participation à une conférence de presse de Sécurité publique Canada pour annoncer des mesures législatives visant à supprimer l'admissibilité à la réhabilitation pour des crimes graves; cinq présentations à des comités fédéraux et provinciaux; deux participations à des tables rondes sur le trafic de personnes; et une présentation aux ministres de la Justice de l'Ouest du Canada sur nos programmes et services de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Parmi ces activités, mentionnons :

Présentation au Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et les droits de la personne :

En octobre 2010, la directrice générale du Centre canadien, Lianna McDonald, a été appelée à témoigner devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et les droits de la personne concernant le projet de loi C-22, Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet. Dans sa présentation, elle a fait le point sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet, décrit le programme Cyberaide.ca et les conclusions de ses études et indiqué en quoi la déclaration obligatoire aidera à lutter contre le problème.

« Je veux vous féliciter [le Centre canadien] pour le travail que vous faites. Je crois que les Canadiens comprennent que le gouvernement ne peut pas être partout, et que les Canadiens doivent s'unir pour nous aider à régler ce problème. Vous rendez un fier service à la population canadienne en continuant de lutter contre l'exploitation sexuelle de nos enfants. Je vous en remercie. »

Le président du comité, Ed Fast, député d'Abbotsford, C.-B.

Présentation au Comité directeur interministériel de la Saskatchewan :

En novembre 2010, la directrice générale du Centre canadien, Lianna McDonald, et la directrice des Services en cas de disparition d'enfant, Christy Dzikowicz, ont présenté le Centre canadien et son nouveau programme national de services en cas de disparition d'enfant, EnfantsPortesDisparus.ca, au Comité directeur interministériel de la Saskatchewan.

Une table ronde sur le trafic de personnes :

En janvier 2011, le Centre canadien de protection de l'enfance a organisé une table ronde sur le trafic de personnes en compagnie du ministre de la Sécurité publique du Canada, Vic Toews, et de la députée de Winnipeg, Joy Smith.



Présentation aux ministres de l'Ouest responsables de la Justice :

En février 2011, la directrice générale du Centre canadien, Lianna McDonald, et la directrice de Cyberaide.ca, Signy Arnason, ont fait une présentation aux procureurs et solliciteurs généraux de l'Ouest réunis à Winnipeg. Cette présentation, tenue à l'Assemblée législative du Manitoba, a porté sur les programmes et services du Centre canadien pour combattre l'exploitation sexuelle des enfants ainsi que ses initiatives à venir.

« Les enfants et les adolescents sont notre avenir, mais ils sont aussi les membres les plus vulnérables de notre société. Nous devons faire tout notre possible pour les protéger contre l'exploitation sexuelle. Notre partenariat avec le Centre canadien de protection de l'enfance est un volet essentiel de notre stratégie de protection de l'enfance. »

Andrew Swan, ministre de la Justice du Manitoba, dans un communiqué du gouvernement du Manitoba.

Présentation au Comité permanent de la Chambre des communes sur le projet de loi C-54 :

Le 7 février 2011, la directrice générale du Centre canadien, Lianna McDonald, et la directrice de Cyberaide.ca, Signy Arnason, ont témoigné devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et les droits de la personne concernant le projet de loi C-54, Loi sur la protection des enfants contre les prédateurs sexuels. Le projet de loi viendrait modifier le Code criminel afin d'accroître les peines minimales obligatoires pour certaines infractions d'ordre sexuel à l'égard d'enfants ou d'en prévoir. Il créerait aussi deux nouvelles infractions, soit celle de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite et de s'entendre ou de faire un arrangement avec quiconque pour perpétrer une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant.

« Il est crucial que les gouvernements reconnaissent que les enfants sont particulièrement vulnérables, sans oublier que dans la société d'aujourd'hui, les enfants sont branchés à un monde technologique qui permet d'avoir accès à eux comme jamais auparavant. C'est pourquoi le Centre canadien de protection de l'enfance appuie le projet de loi C-54 et exhorte le gouvernement à agir rapidement et à adopter cette importante mesure législative afin de mieux protéger les enfants canadiens. »

Lianna McDonald, dans son allocution devant le Comité.

Présentations au Comité sénatorial permanent des Affaires juridiques et constitutionnelles sur le projet de loi C-22 :

Le 16 février 2011, la directrice générale du Centre canadien, Lianna McDonald, et la directrice de Cyberaide.ca, Signy Arnason, ont témoigné devant le Comité sénatorial permanent des Affaires juridiques et constitutionnelles concernant le projet de loi C-22 : Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet. Ce projet de loi a été adopté et a reçu la sanction royale en mars 2011.

« Le web facilite la direction et l'exploitation des enfants de deux façons qui se renforcent l'une l'autre. Le premier problème est le matériel et le contenu représentant des enfants agressés, qui sont mis à la disposition du public, habituellement sous la forme de sites web. Le deuxième vient des façons dont les délinquants utilisent les services Internet pour faciliter l'agression des enfants.... Nous sommes en faveur du projet de loi C 22 parce qu'il répond de façon appropriée aux défis que posent l'exploitation et l'agression des enfants par le biais d'Internet. »

Lianna McDonald, dans son allocution devant le Comité.

« La création et la diffusion de pornographie juvénile sont des crimes abjects qui ne seront pas tolérés au Canada. Notre projet de loi aidera les autorités à trouver les cyberprédateurs sexuels et à sauver les enfants de l'exploitation sexuelle. »

L'honorable Rob Nicholson, ministre de la Justice et procureur général du Canada, dans un communiqué du fédéral daté du 3 mars 2011.

GRANDS ÉVÉNEMENTS NATIONAUX

Banquet en l'honneur de la visite de la reine :

La directrice générale du Centre canadien, Lianna McDonald, faisait partie des 380 personnes triées sur le volet qui assistèrent à ce banquet en juillet 2010.

Cérémonie d'installation du gouverneur général :

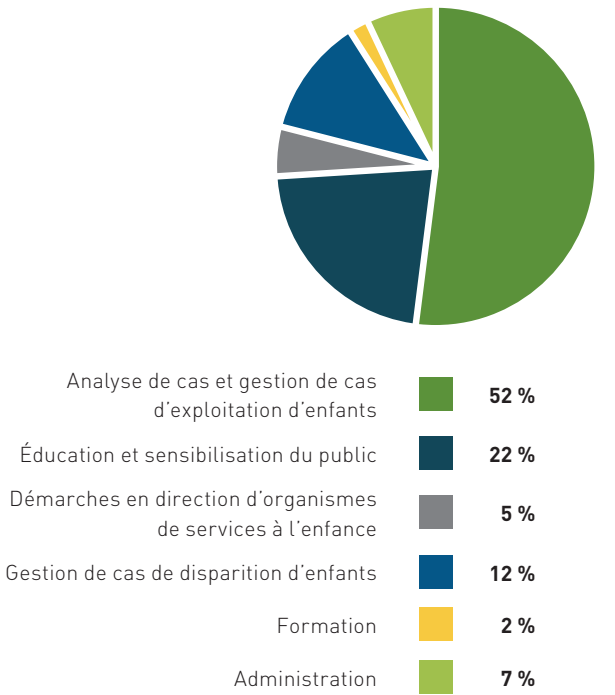
Le Centre canadien a également assisté, en octobre 2010, à la cérémonie d'installation du nouveau gouverneur général du Canada, le très honorable David Johnson. Pour que notre nation devienne véritablement aussi éclairée et bienveillante que nous le désirons, a-t-il souligné dans son discours d'installation, nous avons encore du pain sur la planche. [...] il est essentiel de soutenir les familles et les enfants; d'accroître l'apprentissage et l'innovation; et d'encourager la philanthropie et le bénévolat. »



états financiers

	EXERCICE SE TERMINANT 31 MARS 2011	EXERCICE SE TERMINANT 31 MARS 2010
ACTIF		
Actifs à court terme	1 098 240	1 427 902
Biens immobilisés	28 408	49 781
	1 126 648	1 477 683
PASSIF		
Passif à court terme	211 854	539 538
Apports reportés	480 794	484 353
Apports reportés en immobilisations	28 408	49 781
	757 909	727 170
ACTIF NET	405 592	404 011
	1 126 648	1 477 683
REVENUS		
Contributions	2 243 706	2 383 630
Commandites	774 926	882 714
Produits et services	355 980	183 097
Dons	283 648	426 324
Subventions	132 470	43 764
Activités	45 282	360
Autres	25 534	12 831
	3 861 546	3 932 720
DÉPENSES		
Programmes	3 503 067	3 428 255
Administration	307 427	328 473
Activités	23 398	2 733
Amortissement	26 073	46 439
	3 859 965	3 805 900
SURPLUS	1 581	126 820

93 % des revenus du Centre canadien financent nos programmes et nos services:



Les données présentées sur cette page proviennent des états financiers 2011 vérifiés par BDO Dunwoody LLP. Pour obtenir les états financiers au complet, il suffit d'en faire la demande.

remerciements particuliers à nos alliés

ALLIÉS DU CENTRE CANADIEN DE PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE SES PROGRAMMES

Le Centre canadien de protection de l'enfance bénéficie de la générosité d'un grand nombre d'entreprises et d'organismes, qui l'appuient par des moyens innovateurs et originaux. Il est tout naturel de leur consacrer une place de choix dans notre Rapport de valeur sociale, pour les remercier de leur attachement à la protection de l'enfance et de leur dévouement envers notre travail. Nous remercions tout spécialement les nombreuses personnes, entreprises et organisations listées ci-dessous pour leur contribution financière ou leur contribution en biens et services durant l'année 2010–2011 :

- 55714 Manitoba Ltd.

A Child's Place

A Plus Vending

Academy Uptown Lanes

Agrium Inc.

All Time Group

Alliance Marine and Sport

Allmove

ALYST by Abbey Sanchez David

Ania Forster Hair Design

Arbonne

Aseissippi Ski Area & Winter Park

Assembly of Manitoba Chiefs
- Assiniboia Downs

Association canadienne des télécommunications sans fil

Au-delà des frontières

Aurora Family Therapy Centre

AVW-TELAV

Babymoon Ultrasound

Bailey's Restaurant

BDO

Beausejour Co-op

Bell

Beta Sigma Phi — Xi Delta Chapter

Bill Knight Flooring

- Bison Transport

Bistro 7¼

Blind Ambitions

Boeing

Boeing of Canada 176 RCACS

Booth Dennehy LLP

Boston Pizza

Bread & Circuses Bakery Café

Brown, Brian

Canada Safeway

Cangene Corporation

Cargill Limited

Caucus du PC du Manitoba

Celebrations Dinner Theatre

CHUM Radio — BOB FM, CURVE FM & 1290 CFRW

CIBC

City TV

Corporation manitobaine des loteries

Costco

Crescent Beach Cottages

CTV Winnipeg

Danali His & Hers Urbanwear

Diamond Gallery

Do It Yourself Framing

Dominion Divers

Domo Gas

Edible Arrangements

Edward Carriere Salon

Elephant & Castle

Essentials Body Store

Face Up Salon

Family Florists

Fondation de bienfaisance des employés de BMO

For Eyes
- For Space Sake

Forensic Psychological Services

Fort Garry Hotel, Spa & Conference Centre

Fort Rouge Plate & Auto Glass

Fort Whyte Alive

Friends of the Winnipeg Public Library Inc.

Frontiers North

Fusion Grill

General Teamsters Local Union 979

Gilded Lily's

Global TV

Global Winnipeg

Google

Gouvernement du Canada

Gouvernement du Manitoba

Granite Hills Golf Course

Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, et le caucus du NDP

Hair Do Zoo

Hayes eLaw

Healthy Child Manitoba

Hilton Suites

Honeywell

Horizon Insurance

Hot 103

Hot Yoga Winnipeg

Ichiban

Impact Fitness

J. Fox's Pub

Jeanne's Bakery

Jeld-Wen Windows & Doors

Just for Looks Hair Design and Spa

Kent Road School

KGS Group

Krevco Lifestyles Inc.
Lafarge
Lakeview Hotels and Resorts
Larters at St. Andrews Golf & Country Club
Les Missionnaires Oblats de St-Boniface
Life Benefits Solutions
Lifetouch Canada
Lightvisions
London Limos
MacDonald Youth Services
Macyk's Florists
Manitoba Association of Chiefs of Police
Manitoba Blue Cross
Manitoba Canola Growers
Manitoba Chicken Producers
Manitoba Children's Museum
Manitoba Egg Producers
Manitoba Hydro
Manitoba Moose Hockey Club
Manitoba Moose Yearling Foundation
Manitoba Museum
Manitoba Public Insurance
Manitoba School Boards Association
Manitoba Teachers' Society
Manitoba Theatre for Young People
Mariaggi's Theme Suite Hotel
Marymound
Maxy's Leather Fashions
McGowan Russell Group
McMunn & Yates Building Supplies
Mercedes-Benz Winnipeg
Microsoft
Miller's Super Valu Meats
Ministère de la Justice du Manitoba

Mondetta
Monticchio Ristorante Italiano
Morden's Chocolate
Moxie's Classic Grill EATZ Enterprises
MTS Allstream
Myers Weinberg LLP — Joel J. Dudeck
MyThum
Naleway Foods
Nature First Tours & Transportation
Nomad Productions
Nygard International
Out 'N' About Travel
Paddlewheel-River Rouge Tours Ltd.
Pattison Outdoor
Perkins Family Restaurant
Pfizer Canada
Pinawa Golf Club
Pony Corral
PPW Chartered Accountants LLP
Prairie Theatre Exchange
Premier Printing
Printcrafters
Prober Law Offices
R.D. Sales
Rae & Jerry's Steak House
Ranger Insurance
RCMP D Division
RE/MAX of Winnipeg
RE/MAX Performance Realty
Recycled Seatbelts
Red River Exhibition
Rob Willits Sales
Rona
Royal Winnipeg Ballet
Rumor's Restaurant & Comedy Club
Safety Services Manitoba

Samuel Coil Processing Ltd.
SaskTel
Saucers Café
Sea North Tours
Sears Polo Park
Securis
Selkirk Chevrolet Pontiac Buick GMC Ltd.
Service de police de Winnipeg
Shapes Fitness Centres
Shaw Communications Inc.
Shear Style
Shelter Canadian Properties Ltd.
Shoppers Drug Mart — Grant Park
Shoppers Drug Mart — Unicity
Showtime Productions Inc.
Si Senora Cleaning
Sigurdson Macfadden & Associates
Société des alcools du Manitoba
Sommerfeld, Gerhard & JoAnne
South East Child & Family Services
Southside Golf Course
Steinbach Credit Union
Stella's Bridal Gallery
Strada Spa
Struve, Summer
Studio Publications
Supreme Basics
Sutton Place Hotel
Swank
Sydney's at the Forks
Tavern United — Canad Inns
TD Canada Trust
TELUS
Terry Ortynsky Nissan
The Catholic Women's League

The Keg Steakhouse & Bar
The Meadows at East St. Paul Golf Course
The Pollard Family Foundation
Thunder Rapids Fun Park
Tinkertown Family Fun Park
TJR Foundation
Toad Hall
TotalShe
Tundra Inn
Turnkey Networks
United Association of Plumbers and Pipefitters, Local 254
University of Winnipeg Book Store
Vancouver Canucks
Vertical Adventures
Via Rail
Volunteer Manitoba
W S Machining & Fabrication
Western Canada Aviation Museum
WestJet
Winnipeg Airports Authority
Winnipeg Blue Bombers Football Club
Winnipeg Free Press
Winnipeg Goldeyes Baseball Club Inc.
Winnipeg Symphony Orchestra
Woodlands Physiotherapy
WOW Hospitality Concepts
YMCA-YWCA of Winnipeg

Partenaires fondateurs :



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada



protegeonsnosenfants.ca